

Annexe 1

Présentation de la situation au Burkina Faso

Suite aux coups d'État au Mali, au Burkina Faso et au Niger, la situation diplomatique entre ces pays et la France s'est fortement dégradée (rupture diplomatique, blocage des visas, des vols AIR France, départ des ambassadeurs, des bases militaires...). C'est un fait indéniable !

Il est cependant inexact d'en conclure à un « sentiment anti-français » : les associations humanitaires qui travaillent depuis longtemps dans ces pays, conservent de très bonnes relations avec leurs correspondants sur place et les Français résidant ne sont pas vraiment menacés. Près d'un millier de Français visent encore au Burkina, des entreprises françaises sont encore actives, les deux lycées français de Ouaga et de Bobo fonctionnent, l'Ambassade reste ouverte (même si pour le moment aucun nouvel ambassadeur n'est agréé), les ponts ne sont pas totalement rompus !

Ce qui domine souvent dans les dialogues avec les Burkinabè c'est l'incompréhension des positions de la France en tant qu'Etat, mais les **traditions d'accueil de l'étranger** restent fortes au Burkina et nous ne nous sommes jamais sentis en insécurité, ni stigmatisés.

Pour la première fois **un gouvernement burkinabè ne pratique pas la politique de l'autruche**, mais lutte contre le terrorisme en mobilisant sa population (VDP). Ils ne craignent pas de dire que le pays vit « une situation de guerre » contre le terrorisme, dans un processus de « reconquête du territoire national »

Enfin, ce gouvernement **avance de réels projets de développement et de réformes** qui épousent en grande partie l'héritage sankariste toujours très populaire au Burkina : autonomie alimentaire, formation professionnelle, lutte contre la corruption, intégration des personnes déplacées... et jouit de ce fait d'une popularité croissante auprès des populations locales...

Se rendre au Burkina

Il reste **possible de se rendre au Burkina et d'y circuler, au moins au niveau du plateau central mossi sur l'axe Ouagadougou-Koudougou** (Mil'Ecole qui en revient a été frappé par le peu de contrôles de police. Cet axe semble bien sécurisé). S'il est dangereux (pour nous comme pour les Burkinabè) de se déplacer vers certaines régions du fait des actions terroristes, des rencontres sur Ouaga ou Koudougou restent possibles.

Les règles ont changé pour l'obtention des visas : plus possible d'aller se faire faire un visa à Paris, les services burkinabè n'en délivrent plus. Il faut donc impérativement passer par **la plateforme e-visa** qui est complexe et demande pas mal de documents. Quelques règles pour circuler dans cette plateforme : demander un **visa de coopération**, fournir **l'ensemble des documents demandés**, voire plus, en particulier des conventions **de partenariat en cours de validité** avec les partenaires burkinabè. En cas de réponse qui tarderait, ne pas hésiter à envoyer un de vos contacts ou correspondants se renseigner auprès des services d'e-visa à Ouagadougou, cela peut débloquer un dossier.

Cette **situation peut sembler compliquée**, mais elle est le reflet de ce que vivaient les Burkinabè pour obtenir un visa auprès de l'Ambassade de France, avant même la détérioration des relations entre les 2 pays : dossier complexe à remplir, attentes importantes, incertitude et aussi refus sans explication... Que cette plateforme soit un moyen de « **filtrer** » **les entrées** est une certitude.

Concernant les demandes burkinabè de visas pour la France, l'Ambassade de France n'en délivre aujourd'hui qu'exceptionnellement à des étudiants admis sur Campus France...

Qu'en est-il des décisions prises de suspension de l'aide publique ?

Cette initiative remonte au début du mois d'août 2023 : annoncée par le gouvernement au niveau du MEAE (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) et de l'AFD (Agence française pour le développement), elle a souvent été reprise par d'autres organismes publics (Agences de l'eau, collectivités territoriales...) et conduit à fragiliser les capacités d'intervention des associations d'aide au développement.

Que faire à notre niveau ?

Travailler à **élaborer un plaidoyer** auprès des pouvoirs publics, en Région, et des agences qui habituellement soutenaient des projets de développement en faveur de la « **coopération horizontale** », cad des projets communs qui lient des associations de la société civile en France et au Burkina

Les perspectives ne sont pas totalement bloquées : **d'autres initiatives sont prises dans certaines régions** en Bretagne ou autour du collectif Coordination Sud

<https://www.coordinationsud.org/communique-de-presse/sahel-rester-aux-cotes-des-populations-vulnerables-et-des-societes-civiles/>

Cités Unies qui devrait faire une communication au Sénat autour du retour à l'aide publique au développement, voir :

Communiqué du 20 octobre 2023 : L'Afrique de l'Ouest et le Sahel

Les rendez-vous de la diplomatie : note de cadrage et programme prévisionnel

Date : 25 mars 2024 Horaire : 14h00-17h30 Lieu : Sénat, salle Médecis, 15 rue de Vaugirard, 75006 Paris

Prenons notre part et agissons dans cette continuité.

Il semble que Coordination Sud ait pu avoir un lien avec le MEAE (Le ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères) qui aurait dit « oralement » que la décision gouvernementale ne s'appliquait pas impérativement aux collectivités locales ou aux Agences de l'eau, mais que c'était de leur ressort de poursuivre ou non des actions au Sahel sur leurs fonds propres... et que le MEAE était prêt à envisager des exceptions pour des projets tournant autour de certaines thématiques (Eau, Santé, Genre et Démocratie), mais rien d'écrit...

Il en va à la fois de l'image de la France au Sahel, mais aussi et surtout du sort des populations locales confrontées à une situation des plus difficiles (inflation, pénuries alimentaires, écoles surchargées en raison de l'accueil des déplacés...et du changement climatique)

Une première réunion a eu lieu entre associations du Grand Est le 10 février, un autre est programmée pour le 23 mars et nous avons en perspective une action d'ampleur à Nancy sans doute fin mai 2024 dans le cadre de la journée de l'Afrique.